

Nicolas Sarkozy appelle à « respecter » la Russie

L'ex-Président français a plaidé pour un rapprochement entre Paris et Moscou pour mettre fin au « drame » syrien, lors d'une rencontre controversée avec Vladimir Poutine.

C'est un déplacement qui suscite des critiques en France. La gauche dénonce une forme de diplomatie parallèle à l'heure où Paris et Moscou s'opposent sur la Syrie et l'Ukraine. En Russie pour deux jours, Nicolas Sarkozy a rencontré Vladimir Poutine, hier, durant près de deux heures.

« Je suis content d'être à Moscou, et tu connais ma conviction que le monde a besoin de la Russie », a confié l'ex-chef d'État, avant l'entretien. « La Russie et l'Europe sont faites pour travailler ensemble. Discuter, s'écouter et se respecter, c'est la destinée de la France et de la Russie », a ajouté Nicolas Sarkozy dans une ambiance détendue.

Cordial, Vladimir Poutine, de son côté, a salué l'intervention de l'ancien Président français, donnée, dans la matinée, devant les étudiants du MGIMO, le prestigieux Institut des relations internationales de Moscou. « Avec ton discours, tu as beaucoup impressionné, pas seulement ceux qui se trouvaient dans la salle, mais aussi à l'extérieur », a souligné le Président russe.

Une seule coalition

Nicolas Sarkozy avait appelé les Occidentaux à rompre l'isolement de la Russie, partenaire « incontournable » pour le règlement du conflit en Syrie.

Il a souhaité, contrairement à François Hollande, ne pas faire du départ de Bachar el-Assad un « préalable », même si « quelqu'un qui a sur la conscience la mort de 250 000 compatriotes ne peut pas représenter l'avenir du pays ».

Interrogé en soirée sur BFMTV, l'ancien Président de la République a précisé son point de vue. Il estime



La rencontre a eu lieu à la résidence d'État de Novo Ogarevo, près de Moscou.

que le monde a « tellement de problèmes » qu'il est inutile d'en « rajouter » avec « une nouvelle Guerre froide qui ne dit pas son nom ». Il faut maintenant, selon lui, « tourner la page ukrainienne » par une « application stricte et immédiate des accords de Minsk » et il prône une « levée progressive des sanctions » qui frappent la Russie.

Sur le dossier syrien, Moscou et Paris s'opposent notamment sur l'avenir du Président syrien. Nicolas Sar-

kozy distingue Bachar el-Assad, de son parti – le Parti Baas – et de son entourage, qui doivent être associés, selon lui, aux négociations.

La France accuse également la Russie de concentrer ses frappes militaires en Syrie sur l'opposition modérée et non sur l'État islamique. Nicolas Sarkozy souhaite qu'il n'y ait qu'une seule coalition contre l'« ennemi commun » Daech. Vladimir Poutine y serait « prêt ».

Au Sénat, Manuel Valls a appelé Ni-

colas Sarkozy à ne pas nuire à « l'unité » de la France sur la scène internationale et à ne pas « mettre en cause ce qui est engagé », au risque, sinon, de menacer la « crédibilité » de notre pays sur la scène internationale.

Le secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur, Thierry Mandon, plus direct, a regretté que Nicolas Sarkozy vienne « parasiter la diplomatie de la France ».

François VERCELLETTO.

Du Président atlantiste au candidat russophile

Décryptage

Fin le tee-shirt de la police new-yorkaise arboré durant ses joggings. Oublié le retour dans le commandement intégré de l'Otan. Nicolas Sarkozy était, hier soir, un ami très proche du Président russe.

Les deux hommes se connaissent bien. Durant l'été 2008, ce fut le Président français qui réagit le plus vite lorsque la crise géorgienne menaçait de dégénérer en une guerre ouverte. À l'époque, il avait offert une voie de sortie à la politique russe en œuvrant utilement à un compromis qui évitait le pire. Il avait aussi profité de la condition de « canard boiteux » de l'exécutif américain, avec un G. W. Bush en fin de mandat.

Sept ans plus tard, l'ancien Président réitère l'opération. Obama ? Ils

ne se reverront plus, un autre Président sera à la Maison Blanche en 2017. Et comme en 2008, l'Amérique tergiverse. L'Europe est divisée vis-à-vis de Moscou. Angela Merkel est affaiblie par la crise des réfugiés.

Sentiments contradictoires

Et voilà le candidat Sarko qui flaire la brèche et cultive son tropisme russe à la saison des canards boiteux américains. D'autant que la question russe, avec son lot de propagande identitaire, de mobilisation antiterroriste et de réalisme diplomatique, fait l'objet de profonds clivages dans la politique française.

Poutine n'avait rien à perdre hier. Il recevait un ami. Il sait que tout ce qui divise l'Europe le sert. Il sait aussi que ce qui divise la France le sert aussi, puisque notre propre diploma-

tie a toujours nourri des sentiments contradictoires vis-à-vis de la puissance russe.

À dire vrai, sur la Russie, Nicolas Sarkozy n'a pas attendu les frappes en Syrie de ce mois d'octobre pour exprimer son soutien à la ligne de Moscou. En février dernier, s'exprimant sur l'annexion russe de la Crimée, il avait clairement déclaré : « La Crimée choisit la Russie, on ne peut pas le leur reprocher. »

Il a hier soir volontiers reconnu à Moscou son statut de « grande puissance ». La force de l'un se reflète toujours sur le visage de celui qui la reconnaît.

Voir un ancien Président reçu par un Président en exercice, c'est banal. Que ces deux hommes évoquent, même longuement, les dossiers chauds du moment, c'est natu-

rel. Mais dans un régime présidentiel ou semi-présidentiel, le Président ne cesse jamais de représenter le pays. Même après son mandat. Un Jimmy Carter a ainsi pu œuvrer, même sous un Président républicain, pour la diplomatie américaine. Ce qui est plus inhabituel, et peu *fair-play*, c'est que cela se fasse dans le dos de l'exécutif en place.

Nicolas Sarkozy a donné la clef, hier soir. Dans un monde interdépendant, mondialisé, a-t-il dit, « il n'y a plus de différence entre la politique étrangère et la politique nationale ». C'est vrai. Marine Le Pen est une habituée de Moscou. Le clivage souterrain sur l'Europe avait pesé dans les urnes en 2012. Et si c'était la sensibilité russe en 2017 ?

Laurent MARCHAND.

La fuite des adhérents FN dans le Var

Élus avec l'étiquette du Front national, des dizaines de nouveaux militants quittent un parti dont ils dénoncent l'autoritarisme.

Plus de 25 élus Front national sur 170 ont quitté le parti rien que dans le Var, selon notre décompte. En cause, les bisbilles internes au parti, mais aussi la personnalité du patron départemental du FN, Frédéric Boccaletti, également directeur de campagne de Marion Maréchal-Le Pen pour les élections régionales. Condamné pour violence en réunion avec arme, tenancier d'une librairie qui vendait des ouvrages ouvertement révisionnistes, son profil inquiète les élus et militants varois.

Reine Peugeot, une des ex-élus frontistes à La Seyne-sur-Mer et conseillère communautaire à Toulon Provence Méditerranée, qui a claqué la porte, dénonce péle-mêle « un comportement agressif, des menaces permanentes contre les élus et l'absence de liberté de parole au Front national ».

Joël Houvet, autre élu de La Seyne, regrette de s'être réengagé avec le FN qu'il avait quitté en 2010. Cet ancien

secrétaire syndical FO aux chantiers navals dénonce « une surveillance constante » et des divisions internes qui conduisent « à de plus en plus d'autoritarisme ». Il a de nouveau rendu sa carte. Didier Monin est parti en 2013 après s'être fait vertement tancer pour avoir donné une interview au journal local *L'Indépendant*, sans l'accord de Boccaletti.

En Provence-Alpes-Côte-d'Azur aussi, les démissions sont légion. Ce sont près de soixante élus qui ont claqué la porte du FN. Si beaucoup deviennent sans étiquette, certains rejoignent Debout la France, le mouvement de Nicolas Dupont-Aignan, ou le Parti de la France, de Carl Lang. Certains de ces déçus du FN ont formé une liste souverainiste pour les régionales baptisée Union des droites. Une épine dans le pied pour Marion Maréchal-Le Pen qui espère gagner la région.

Jacques DUPLESSY.

Il tire sur le bâtonnier avant de se suicider

Sous le coup d'une suspension, l'avocat Joseph Scipilliti est venu armé au tribunal de Melun hier matin.



La police judiciaire a été mobilisée, hier, au tribunal de Melun.

Vers 9 h 30, trois coups de feu retentissent dans le tribunal de Melun. Puis un quatrième. Ils proviennent d'un bureau où le bâtonnier Henri-ric Vannier, 43 ans, recevait l'avocat Joseph Scipilliti, 63 ans. Ce dernier « a tiré à trois reprises sur M^e Vannier, à hauteur du thorax, de l'épaule et de la hanche », relate Daniel Atzenhoffer, le procureur adjoint. L'auteur des faits a ensuite retourné son arme contre lui. » Il est décédé.

Le bâtonnier a aussitôt été transféré à l'hôpital Henri-Mondor de Créteil (Val-de-Marne). Selon le procureur adjoint de Melun, son pronostic vital n'est plus engagé.

Joseph Scipilliti semble avoir focalisé ses rancœurs sur la personne du bâtonnier. Cet avocat faisait l'objet de poursuites disciplinaires depuis octobre 2014 pour « différents manquements déontologiques », selon le procureur adjoint, qui a évoqué « des injures et des menaces à la fois verbales et écrites à l'encontre

du bâtonnier ». En mai, le conseil régional de discipline lui avait interdit d'exercer pendant trois ans la profession d'avocat.

Tôt jeudi matin, Joseph Scipilliti avait adressé un texte de 240 pages à Riposte laïque, collectif considéré comme proche de l'extrême droite, que l'avocat défendait de longue date. « En lisant l'introduction, on a toute de suite senti qu'il allait se passer quelque chose », reconnaît Pierre Cassen, le fondateur. L'introduction se termine par cette menace : « Me voilà donc sur le point de satisfaire ceux qui, pour justifier leur domination ou leur soumission, m'ont fait une réputation de cosaque. Pour une fois, je vais vraiment manquer de délicatesse. »

Quant à savoir si les avocats devront à l'avenir être fouillés à l'entrée des tribunaux – l'usage veut qu'ils ne le soient pas –, la ministre de la Justice préfère laisser la profession se prononcer.

La France en bref

NDDL : décision dans un mois pour la maison occupée

Depuis le 10 octobre, une nouvelle maison est occupée dans la Zad de Notre-Dame-des-Landes (Loire-Atlantique). Manuel Valls a prévenu : l'ordonnance d'expulsion sera aussitôt exécutée. Hier, l'avocat d'Aéroports du Grand Ouest (AGO) a de-

mandé au juge de ne pas accorder de délai aux occupants. Leur avocat a répliqué qu'il n'y avait aucune urgence. AGO vient de renouveler, pour un an, les baux des terres cultivées autour de la maison. Décision du tribunal le 3 décembre.

Cancer : Caen aura le 3^e centre de protonthérapie

Après Orsay et Nice, le centre de lutte contre le cancer François-Baclesse à Caen est le troisième centre en France autorisé à utiliser la protonthérapie. Hier, la commission spécialisée de l'offre de soins (CSOS) de Basse-Normandie a émis un avis favorable. Il s'agit d'une technique de radiothérapie qui cible précisément les tumeurs en profondeur et permet de minimiser les lésions sur les

tissus sains avoisinants. Cette technique est particulièrement indiquée dans les cancers pédiatriques et les tumeurs des adultes inopérables (localisation difficile), chimio ou radio résistantes, comme par exemple les tumeurs primitives de l'œil, de la base du crâne ou certaines tumeurs ORL. Les patients pourront en bénéficier dès 2018.

Rama Yade exclue du Parti radical



L'ex-secrétaire d'État de Nicolas Sarkozy, transfuge de l'UMP, a été exclue du Parti radical valoisien qui l'accuse, entre autres, d'avoir dénigré « de manière constante et systématique » les instances de la formation, à indiqué le mouvement, hier. Cette radiation, décidée le 11 septembre dernier par la commission de discipline et des conflits du parti, entraîne son exclusion de l'UDI, coalition de mouvements centristes alliée aux Républi-

cains pour les élections régionales de décembre. Rama Yade, candidate en 2014 à la présidence du Parti radical, avait dénoncé des fraudes lors de ce scrutin interne qui s'était soldé par la victoire de son concurrent, Laurent Hénart. Elle s'était également tournée vers la justice pour obtenir l'annulation de l'élection, une demande jugée irrecevable en mai dernier par le tribunal de grande instance de Paris.

Top 5 des voitures volées en France



Submersion : la loi Littoral bientôt modifiée

« La loi Littoral n'était pas dotée d'un dispositif permettant de prendre en compte les risques de submersion », constate le député finistérien Jean-Luc Bleunven (divers gauche). Ce dernier a déposé quatre amendements adoptés en commission du développement durable. Objec-

tifs : inscrire la notion de submersion dans les principes généraux de la loi et permettre de classer en zone inconstructible les terrains soumis à un risque de submersion. Les maires auront la possibilité d'étendre la bande des 100 m en cas d'érosion du rivage.

Taxes foncières : Le Roux veut trouver une solution

Bruno Le Roux, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, veut « trouver la solution » au problème des personnes âgées aux revenus modestes qui doivent désormais payer des taxes locales. Il s'agit, a-t-il expliqué aux *Échos*, « notamment des personnes de plus de 75 ans » qui, du fait d'un certain nombre de

mesures, comme la suppression de la demi-part des veuves, « ne paient pas d'impôt » sur le revenu, mais se retrouvent « assujetties aux taxes foncières et taxes d'habitation », à cause de l'augmentation de leur revenu fiscal de référence. « C'est un choc énorme pour elles que de voir arriver une feuille d'impôt. »

Air cocaïne : le député FN a dirigé l'équipe d'évasion

« Je l'ai fait pour tirer d'un mauvais pas des compatriotes en danger, de surcroît d'anciens soldats. » Aymeric Chauprade, eurodéputé Front national, reconnaît, dans *Paris Match*, avoir été l'un des initiateurs de l'éva-

sion des deux pilotes français de République dominicaine, et avoir dirigé l'équipe chargée de « l'exfiltration terre-mer ». Le criminologue Christophe Naudin revendique, lui, l'organisation de la partie opérationnelle.